



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 13 JANVIER 2021
GEMEENTERAAD VAN 13 JANUARI 2021

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

13.01.2021/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

13.01.2021/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 9 décembre 2020; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 9 décembre 2020, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 9 december 2020; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 9 december 2020. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage
PV 09.12.2020.pdf

13.01.2021/A/0003 **Conseiller communal ; démission.**

Le Conseil,

Vu son courrier du 17 décembre 2020 par lequel M. Geoffroy Clerckx, Conseiller communal appartenant à la Liste MR, déclare renoncer à l'exercice de son mandat de conseiller communal à la date du 1er janvier 2021;

Décide :

de prendre acte de la démission de M. Geoffroy Clerckx de ses fonctions de Conseiller communal à la date du 1er janvier 2021 et de l'accepter.

1 annexe / 1 bijlage
Lettre démission Geoffroy Clerckx.pdf

13.01.2021/A/0004 **Installation d'un Conseiller communal; vérification des pouvoirs et prestation de**

serment.

Le Conseil,

Vu la délibération du 13 janvier 2021 par laquelle le Conseil a pris acte du courrier du 17 décembre 2020 de M. Geoffroy CLERCKX dans lequel il démissionne de ses fonctions de Conseiller communal ;

Attendu qu'il convient de procéder à son remplacement au sein du Conseil communal ;

Considérant que le premier suppléant de la liste à laquelle le précité appartenait est Mme Derya BULDUK ;

Constata que Mme Derya BULDUK est Belge, qu'elle est âgée de 42 ans et qu'elle est domiciliée dans la commune, rue Traversière 95 ;

Attendu qu'elle réunit, par conséquent, les conditions d'éligibilité, de capacité et de compatibilité requises par la loi ;

En conséquence, vérification faite de ses pouvoirs, nous vous convions, Mesdames, Messieurs, à les valider.

5 annexes / 5 bijlagen

Voorrangstabel.pdf, Tableau de préséance des Conseillers communaux.pdf, Mme Bulduk casier judiciaire.pdf, Mme Bulduk certificat de résidence.pdf, Liste MR suppl.pdf

13.01.2021/A/0005 **Ordonnance sur la transparence des rémunérations et des avantages des mandataires publics ; modification de la décision du Conseil communal du 17 décembre 2018 et abrogation de la décision du Conseil communal du 27 mars 2002 ayant pour objet de fixer le montant du jeton de présence.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 12 et 117 ;

Vu l'ordonnance du 14 décembre 2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et des avantages des mandataires publics bruxellois (ci-après « l'ordonnance conjointe ») ;

Que plus particulièrement l'article 4, §1^{er} de l'ordonnance conjointe prévoit que le Conseil communal adopte dans le mois de son installation une décision générale afin notamment d'arrêter les montants et les modes de rémunérations dont bénéficient les bourgmestres, échevins et conseillers communaux ;

Vu l'ordonnance du 25 janvier 2018 relative à la limitation du nombre de mandataires communaux et à l'installation de nouvelles mesures de gouvernance en Région de Bruxelles-Capitale ;

Que plus particulièrement, l'article 3 de cette ordonnance précise que les montants des jetons de présence octroyés aux conseillers communaux est compris entre un minimum de 75,00 EUROS brut et un maximum de 200,00 EUROS brut et que le montant est indexé sur la base de l'indice santé ;

Vu la décision du Conseil communal du 17 décembre 2018 relatif à l'ordonnance sur la transparence et des avantages des mandataires publics ;

Que plus particulièrement, l'article 3 du dispositif de cette décision prévoit que le jeton de présence accordé aux conseillers communaux lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal et des commissions réunies est calculé conformément à la décision du Conseil communal du 27 mars 2002 ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 mars 2002 ayant pour objet de fixer le montant du jeton de présence ;

Que plus particulièrement, l'article unique du dispositif de cette décision prévoit la fixation du montant du jeton de présence des conseillers communaux à 59,00 EUROS à l'indice 138,01 relative aux salaires de la fonction publique, et ce à partir du 1^{er} janvier 2002 ;

Considérant dès lors que le montant actuel du jeton de présence, soit 59,00 EUROS brut, n'est pas compris dans la fourchette reprise à l'article 3 de l'ordonnance du 25 janvier 2018, soit un montant compris entre 75,00 EUROS brut et un maximum de 200,00 EUROS brut ;

Qu'il en est de même au sujet de l'indexation qui doit être réalisée en fonction de l'indice santé, tel que repris également à l'article 3 de l'ordonnance du 25 janvier 2018 ;

Considérant que la disposition afférente au nouveau mode de fixation des montants des jetons de présence des conseillers communaux, tel que repris à l'article 3 de l'ordonnance du 25 janvier 2018, est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2018 ;

Considérant toutefois que l'absence d'application à ce jour de ce nouveau mode de calcul n'a emporté aucune conséquence financière négative pour les conseillers communaux ;

Que si le nouvel indice santé avait été appliqué pour le calcul des jetons de présence des conseillers communaux, ces derniers n'auraient perçu que 60,94 EUROS brut alors que le calcul actuel leur confère un jeton de présence fixé à 102,71 EUROS brut ;

Que cela impliquerait une diminution du jeton de présence de 41,78 EUROS brut ;

Considérant qu'il convient de modifier pour l'avenir le montant du jeton de présence des conseillers communaux, lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal et des commissions réunies, conformément à l'ordonnance du 25 janvier 2018 relative à la limitation du nombre de mandataires communaux et à l'installation de nouvelles mesures de gouvernance en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il est proposé de fixer le montant du jeton de présence accordé aux conseillers communaux, lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal et des commissions réunies, à 99,43 EUROS et de l'indexer sur la base de l'indice santé au 1^{er} janvier 2018 ;

Que ce montant maintiendrait la fixation du jeton de présence indexé à 102,71 EUROS bruts, soit le même montant que celui versé actuellement ;

Considérant que ce nouveau montant est supérieur à celui accordé précédemment et permet de garantir aux conseillers communaux le maintien d'un montant de jeton de présence identique à celui versé par la Commune jusqu'à ce jour ;

Considérant qu'il convient donc, d'une part, de modifier la décision du Conseil communal du 17 décembre 2018 en fixant un nouveau montant afférent aux jetons de présence perçus par les conseillers communaux et, d'autre part, d'abroger la décision du Conseil communal du 27 mars 2002 ayant pour objet de fixer le montant du jeton de présence ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- **Article 1-:** La décision du Conseil communal du 27 mars 2002 ayant pour objet de fixer le montant du jeton de présence est abrogée;
- **Article 2 :** L'article 3 de la décision du Conseil communal du 17 décembre 2018 relatif à l'ordonnance sur la transparence et des avantages des mandataires publics est modifié de la manière suivante : « *Conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale, les Conseillers communaux perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal et des commissions réunies dont le montant est fixé à 99,43 EUROS bruts à l'indice santé du 1^{er} janvier*

2018 »;

- **Article 3 :** La présente décision entre en vigueur cinq jours après sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale, et ce sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente.

Ordonnantie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de openbare mandatarissen ; wijziging van de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2018 en intrekking van de beslissing van de Gemeenteraad van 27 maart 2002 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 12 en 117 ;

Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van 14 december 2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen (hierna « de gezamenlijke ordonnantie ») ;

Dat met name artikel 4, §1er van de gezamenlijke ordonnantie voorziet dat de Gemeenteraad binnen de maand van zijn installatie een algemene beslissing goedkeurt, met name teneinde de bedragen en wijzen van de bezoldigingen vast te stellen ten gunste van de burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden ;

Gelet op de ordonnantie van 25 januari 2018 betreffende de beperking van het aantal gemeentelijke mandatarissen en de invoering van nieuwe maatregelen inzake goed bestuur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Dat met name artikel 3 van deze ordonnantie preciseert dat de presentiegelden toegekend aan de gemeenteraadsleden tussen minimum 75,00 EURO bruto en maximum 200,00 EURO bruto bedragen en dat het bedrag wordt geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2018 met betrekking tot de ordonnantie betreffende de transparantie en de voordelen van de openbare mandatarissen ;

Dat met name artikel 3 van het dispositief van deze beslissing voorziet dat het presentiegeld toegekend aan de gemeenteraadsleden wanneer ze de vergaderingen van de Gemeenteraad en van de verenigde commissies bijwonen, wordt berekend overeenkomstig de beslissing van de Gemeenteraad van 27 maart 2002 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27 maart 2002 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld ;

Dat met name het enige artikel van het dispositief van deze beslissing de vaststelling voorziet van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden op 59,00 EURO aan index 138,01 betreffende de lonen van het openbaar ambt, en dit vanaf 1 januari 2002 ;
Overwegende bijgevolg dat het huidige bedrag van het presentiegeld, hetzij 59,00 EURO bruto, niet inbegrepen is in de marge vermeld in artikel 3 van de ordonnantie van 25 januari 2018, hetzij een bedrag tussen 75,00 EURO bruto en een maximum van 200,00 EURO bruto ;

Dat hetzelfde geldt voor de indexering die moet worden uitgevoerd in functie van de gezondheidsindex, zoals eveneens vermeld in artikel 3 van de ordonnantie van 25 januari 2018 ;

Overwegende dat de bepaling betreffende de nieuwe wijze voor de vaststelling van de bedragen van de presentiegelden van de gemeenteraadsleden, zoals vermeld in artikel 3 van de ordonnantie van 25 januari 2018, op 1 december 2018 in werking is getreden ;

Overwegende echter dat de niet-toepassing tot hiertoe van deze nieuwe

berekeningsmethode geen negatieve financiële gevolgen heeft gehad voor de gemeenteraadsleden ;

Dat indien de nieuwe gezondheidsindex was toegepast voor de berekening van de presentiegelden van de gemeenteraadsleden, deze laatste slechts 60,94 EURO bruto zouden hebben ontvangen, terwijl de huidige berekening hen een presentiegeld oplevert vastgesteld op 102,71 EURO bruto ;

Dat dit een vermindering van het presentiegeld van 41,78 EURO bruto zou betekenen ;

Overwegende dat het bedrag van het presentiegeld voor de gemeenteraadsleden, wanneer zij de vergaderingen van de Gemeenteraad en de verenigde commissies bijwonen, voor de toekomst moet worden aangepast overeenkomstig de ordonnantie van 25 januari 2018 betreffende de beperking van het aantal gemeentelijke mandatarissen en de invoering van nieuwe maatregelen inzake goed bestuur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de gemeenteraadsleden, wanneer zij de vergaderingen van de Gemeenteraad en de verenigde commissies bijwonen, vast te stellen op 99,43 EURO en te indexeren op basis van de gezondheidsindex op 1 januari 2018 ;

Dat dit bedrag de vaststelling van het geïndexeerde presentiegeld op 102,71 EURO bruto zou houden, d.w.z. hetzelfde bedrag als datgene wat momenteel wordt toegekend ;

Overwegende dat dit nieuwe bedrag hoger is dan het eerder toegekende bedrag en de gemeenteraadsleden het behoud van een bedrag aan presentiegeld garandeert dat identiek is aan het bedrag dat de Gemeente tot nu toe heeft betaald;

Overwegende dat het dus aangewezen is om enerzijds de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2018 te wijzigen door een nieuw bedrag vast te stellen voor de presentiegelden ontvangen door de gemeenteraadsleden en anderzijds de beslissing van de Gemeenteraad van 27 maart 2002 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld in te trekken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- **Artikel 1 :** De beslissing van de Gemeenteraad van 27 maart 2002 tot vaststelling van het presentiegeld wordt ingetrokken ;
- **Artikel 2 :** Artikel 3 van de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2018 met betrekking tot de ordonnantie betreffende de transparantie en de voordelen van de openbare mandatarissen wordt gewijzigd als volgt : « *Overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet ontvangen de Gemeenteraadsleden een presentiegeld wanneer ze de vergaderingen van de Gemeenteraad en de verenigde commissies bijwonen waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 99,43 EURO bruto aan de gezondheidsindex van 1 januari 2018* » ;
- **Artikel 3 :** Deze beslissing treedt in werking vijf dagen na de bekendmaking overeenkomstig artikel 114 van de nieuwe gemeentewet, en dit onder voorbehoud van de beslissing van de betrokken toezichthoudende overheid.

2 annexes / 2 bijlagen

Décision conseil 27-03-02.pdf, Décision conseil 17-12-18.pdf

13.01.2021/A/0006 **Ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale – Approbation du Contrat 2021 (Avenant au Contrat 2016-2018).**

Mesdames, Messieurs,

Par une Ordonnance du 19 juillet 2007, la Région a souhaité associer les communes au développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Un contrat, valable pour les années 2016, 2017, et 2018, a été conclu le 30 novembre 2016 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en application de l'article 6 de l'Ordonnance précitée du 19 juillet 2007.

Le Gouvernement bruxellois a décidé le 10 décembre 2020 de prolonger les Conventions qui lient les communes à la Région pour l'année 2021 et, ce, aux mêmes conditions.

En contrepartie de l'engagement de notre commune à respecter ses obligations, la Région nous alloue une **subvention de 5.159.359 € en 2021**.

Pour plus de détails nous vous renvoyons au texte du contrat qui se trouve versé au dossier.

En conséquence nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous convier à approuver l'Avenant 2021 au Contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional, tel qu'il se trouve versé au dossier.

Ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring van de Overeenkomst 2021 (Wijziging van de Overeenkomst 2016-2018).

Mevrouwen, Mijne Heren,

Met een Ordonnantie van 19 juli 2007 wenste het Gewest de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Een overeenkomst, geldig voor de jaren 2016, 2017 en 2018, werd op 30 november 2016 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente van Sint-Joost-ten-Node gesloten krachtens artikel 6 van de voornoemde Ordonnantie van 19 juli 2007.

De Brusselse Regering besliste op 10 december 2020 om de overeenkomsten die de gemeenten verbinden aan het Gewest voor het jaar 2021 te verlengen onder dezelfde voorwaarden.

In ruil voor de verbintenis van onze gemeente om deze verplichtingen na te komen, kent het Gewest ons een **subsidie toe ten bedrage van 5.159.359 € en 2021**.

Voor meer details verwijzen wij u naar de tekst van de overeenkomst die bijgevoegd werd bij het dossier.

Bijgevolg Mevrouwen en Mijne Heren, hebben wij de eer u uit te nodigen om uw goedkeuring te hechten aan deze wijziging 2021 van Overeenkomst met betrekking tot de bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en

gewestelijk vlak, die werd bijgevoegd bij het dossier.

2 annexes / 2 bijlagen

CONV_Dvpmteco_2021.pdf, C_BPL_Dvpmteco_2021-201230.pdf

13.01.2021/A/0007 **Forum européen pour la sécurité urbaine (« EFUS ») ; adhésion de la Commune.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant que le Forum européen pour la sécurité urbaine (ci-après dénommé «Efus ») est un réseau rassemblant près de 250 villes et régions de 16 pays et a pour objectifs de :

- promouvoir une vision équilibrée de la sécurité urbaine, alliant prévention, sanction et cohésion sociale ;
- soutenir les collectivités locales dans la conception, le déploiement et l'évaluation de leur politique locale de sécurité ;
- faire reconnaître le rôle des autorités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales et européennes.

Qu'à ce titre, l'Efus est un lieu qui favorise les échanges d'expériences entre collectivités nationales et internationales ;

Que l'Efus fédère six Forums nationaux pour la sécurité urbaine : en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie et Portugal ;

Considérant que l'adhésion de la Commune à l'Efus lui offrira l'avantage des services suivants :

- Accéder à un réseau européen et international de collectivités territoriales, de partenaires et d'experts
- Participer à des projets de coopération et à l'élaboration de publications thématiques et de recommandations politiques
- Obtenir un accompagnement à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques locales
- Être soutenu auprès des instances nationales et européennes à travers une activité de plaidoyer
- Se former (formations thématiques, formations sur les territoires, webinaires, visites de terrain et voyages d'étude...)
- Participer à des groupes de travail thématiques
- Accéder à Efus Network, la plateforme web collaborative réservée au réseau

Considérant par ailleurs qu'en complément de BeFUS, l'adhésion de la Commune de Saint Josse-ten-Noode à l'EFUS offrira les avantages suivants :

- Renfort des synergies entre EFUS et BeFUS
- Augmentation de la visibilité des villes belges au niveau européen
- Promouvoir davantage la participation des communes Belges membres de l'EFUS dans des dépôt de projets pilotés par l'EFUS,
- Reversement de la moitié des cotisations des villes belges membres EFUS au

BeFUS

- établir des liens étroits avec les institutions Européennes et de pairs dans d'autres collectivités territoriales en Europe
- Se tenir au courant des nouvelles pratiques et méthodes de prévention de la délinquance développées tant au niveau européen qu'international.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- D'adhérer au Forum européen pour la sécurité urbaine (« EFUS ») ;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente adhésion.

Europees Forum voor Stedelijke Veiligheid (« EFUS ») ; toetreding van de Gemeente.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Overwegende dat het Europees Forum voor Stedelijke Veiligheid (hierna "EFUS" genoemd) een netwerk is dat bijna 250 steden en regio's uit 16 landen samenbrengt en tot doel heeft om :

- een evenwichtige visie op de veiligheid in de stad te bevorderen, waarbij preventie, bestraffing en sociale samenhang worden gecombineerd;
- de lokale overheden te ondersteunen bij het ontwerp, de inzet en de evaluatie van hun lokale veiligheidsbeleid;
- de rol van de lokale overheden kenbaar te maken in de ontwikkeling en uitvoering van de nationale en Europese beleidsvoering.

Dat het EFUS in dit verband een plaats is die de uitwisseling van ervaringen tussen nationale en internationale overheden bevordert;

Dat het EFUS zes nationale fora voor stedelijke veiligheid verenigt: in Duitsland, België, Spanje, Frankrijk, Italië en Portugal;

Overwegende dat de toetreding van de Gemeente tot het EFUS haar het voordeel van de volgende diensten zal bieden :

- toegang tot een Europees en internationaal netwerk van territoriale overheden, partners en deskundigen
- deelnemen aan samenwerkingsprojecten en aan het uitwerken van thematische publicaties en beleidsaanbevelingen
- begeleiding krijgen bij het ontwerp, de uitvoering en de evaluatie van de lokale beleidsvoeringen
- ondersteund worden door nationale en Europese overheden door middel van belangenbehartiging

- opleiding genieten (thematische opleidingen, opleidingen op de grondgebieden, webinars, terreinbezoeken en studiereizen...)
- deelnemen aan thematische werkgroepen
- toegang tot EFUS Network, het gezamenlijke webplatform voorbehouden voor het netwerk

Overwegende dat de toetreding van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node tot het EFUS als aanvulling op BeFUS de volgende voordelen zal bieden:

- versterking van de synergieën tussen het EFUS en BeFUS
- vergroting van de zichtbaarheid van de Belgische steden op Europees niveau
- verder bevorderen van de deelname van de Belgische gemeenten die lid zijn van het EFUS voor de indiening van projecten geleid door het EFUS,
- terugbetaling van de helft van de bijdragen van de Belgische EFUS- lidsteden aan BeFUS
- nauwe banden ontwikkelen met de Europese instellingen en collega's van andere territoriale overheden in Europa
- op de hoogte blijven van de nieuwe praktijken en methoden voor criminaliteitspreventie die zowel op Europees als op internationaal niveau worden ontwikkeld.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om toe te treden tot het Europees Forum voor Stedelijke Veiligheid (« EFUS ») ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, te machtigen om alle handelingen te verrichten met betrekking tot deze toetreding.

13.01.2021/A/0008 **Bien immeuble sis rue Linné, 60 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode; décision d'acquisition définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 et 135 ;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Considérant que l'acquisition du bien immeuble sis rue Linné 60 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode est une opération importante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en ce qu'elle permettrait avec l'acquisition en 2017 du bien sis Linné, 62 e/c la reconstruction d'un immeuble à appartements de 3 étages (entre 4 et 7 logements) avec une longueur de façade de 15 mètres et des emplacements de parking, ce qui sera une étape de revalorisation du bâti dans le Quartier Nord;

Que cette acquisition poursuit donc une cause d'utilité publique ;

Considérant que ce bien est cadastré DIV 1, section A , parcelle 45C et 45D , pour une superficie de 101 m² et 92 m² ;

Considérant le prix de vente de 300.000,00 EUROS proposé par le propriétaire du bien en question au travers de son courrier du 4 décembre 2020;

Vu le rapport d'estimation du Comité régional d'acquisition du 18 novembre 2020, lequel évalue le prix de ce bien à 305.000,00 euros ;

Considérant que le prix de vente proposé est inférieur au montant de l'estimation dudit bien;

Considérant l'importance de procéder à cette acquisition dans la mesure où la décision d'acquisition du Conseil communal est la condition nécessaire permettant à la Commune d'accepter formellement l'offre de prix proposé par les vendeurs et d'éviter ainsi tout risque que le bien ne soit vendu à une tierce personne ;

Qu'en effet, l'acquisition de ce bien forme un projet d'ensemble avec le bien sis 62, rue Linné et que l'absence d'acquisition du bien sis 60, rue Linné mettrait à péril de manière définitive ce projet ;

Considérant le délai d'attente lié à l'adoption définitif du budget communal afférent à l'exercice 2021 ;

Que ce délai semble difficilement compatible avec les règles du marché immobilier avec le risque que le vendeur décide de vendre ledit bien auprès d'une tierce personne ;

Qu'en acquérant ce bien en la séance du 13 janvier 2021, le Conseil communal permettra au Collège des Bourgmestre et Échevins d'acter de manière définitive la vente dudit bien et de pérenniser le projet qu'il représente avec le bien sis 62, rue Linné ;

Que ce projet de création potentielle de 7 logements est vital pour le Quartier Nord dans la mesure où ce périmètre représente l'un des plus densément peuplé de la Région de Bruxelles-Capitale et du Royaume;

Qu'il convient donc pour le Conseil communal de procéder à l'acquisition dudit bien sous réserve de l'approbation par le Conseil communal et l'autorité de tutelle du budget communal de l'exercice 2021 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis rue Linné, n°60 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré DIV 1, section A, parcelle 45C et 45 D pour un prix établi à 300.000,00 EUROS, et ce sous réserve, d'une part, de l'approbation par le Conseil communal et l'autorité de tutelle du budget communal afférent à l'exercice 2021, et, d'autre part, de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision d'acquisition ;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir ;
- De couvrir la dépense par la formule de l'emprunt ;
- D'imputer la dépense, sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 9220/712-

Onroerend goed gelegen Linnéstraat 60 te 1210 Sint-Joost-ten-Node; definitieve aankoopbeslissing.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 et 135 ;

Gelet op de omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten met betrekking tot de onroerende goederen van 22 december 2015 ;

Overwegende dat de aankoop van het onroerend goed gelegen Linnéstraat 60 te 1210 Sint-Joost-ten-Node een belangrijke operatie is voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node aangezien ze met de aankoop in 2017 van het goed gelegen Linnéstraat 62 e/c de heropbouw zou mogelijk maken van een appartementsgebouw van 3 verdiepingen (tussen 4 en 7 woningen) met een gevellengte van 15 meter en parkeerplaatsen, hetgeen een herwaarderingsfase zal toelaten van de gebouwen in de Noordwijk ;

Dat deze aankoop dus het openbaar nut nastreeft ;

Overwegende dat dit goed gekadastraerd is DIV 1, sectie A, perceel 45C en 45D, voor een oppervlakte van 101 m² en 92 m² ;

Overwegende de verkoopprijs van 300.000,00 EURO, voorgesteld door de eigenaar van het goed in kwestie door middel van zijn brief van 4 december 2020 ;

Gelet op het schattingsverslag van het Gewestelijk aankoopcomité van 18 november 2020, dat de prijs van dit goed evalueert op 305.000,00 EURO ;

Overwegende dat de voorgestelde verkoopprijs lager ligt dan het bedrag van de schatting van het genoemde goed ;

Overwegende het belang om tot deze aankoop over te gaan, aangezien de aankoopbeslissing van de Gemeenteraad de noodzakelijke voorwaarde is om de Gemeente in staat te stellen de prijsofferte voorgesteld door de verkopers formeel te aanvaarden, en op die manier elk risico te vermijden dat het goed zou worden verkocht aan een derde persoon ;

Dat de aankoop van dit goed immers een totaalproject vormt met het goed gelegen Linnéstraat 62 en dat de afwezigheid van aankoop van het goed gelegen Linnéstraat 60 dit project definitief in gevaar zou brengen ;

Overwegende de wachttermijn in verband met de definitieve goedkeuring van de gemeentelijke begroting voor het begrotingsjaar 2021 ;

Dat deze termijn moeilijk verenigbaar lijkt met de regels van de vastgoedmarkt met het risico dat de verkoper beslist om het genoemde goed aan een derde te verkopen ;

Dat de Gemeenteraad door de aankoop van dit goed in zitting van 13 januari 2021 het College van Burgemeesters en Schepenen in staat zal stellen om de verkoop van het genoemde goed definitief af te ronden en het project met het goed Linnéstraat 62 dat het vertegenwoordigt voort te zetten;

Dat dit project voor de potentiële oprichting van 7 woningen vitaal is voor de Noordwijk aangezien dit een van de dichtstbevolkte gebieden is van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het land ;

Dat het daarom passend is dat de gemeenteraad overgaat tot de aankoop van dit onroerend goed onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid van de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2021;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om de definitieve beslissing te nemen om het onroerend goed gelegen Linnéstraat nr. 60 te Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd DIV 1 sectie A, perceel 45C en 45D voor een prijs vastgesteld op 300.000.00 EURO ten openbare nutte aan te kopen en dit onder voorbehoud van, enerzijds, de goedkeuring door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid van de gemeentelijke begroting met betrekking tot het dienstjaar 2021 en, anderzijds, het besluit van de toezichthoudende overheid met betrekking tot deze beslissing tot aankoop ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.
- Om de uitgave te dekken via een lening ;
- Om de uitgave, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting, te boeken op artikel 9220/712-60 van de buitengewone begroting 2021.

2 annexes / 2 bijlagen

Courrier De Buyst 4-12-2020.docx, 14_0039_20-21 Estimation.pdf

13.01.2021/A/0009 **C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode; budget de l'exercice 2021, approbation.**

Mesdames, Messieurs,

Le Comité de Concertation Commune/CPAS s'est tenu le lundi 30 novembre 2020.

En sa séance du 1er décembre 2020, le Conseil du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode a arrêté son budget pour l'année 2021.

La note explicative et une note de politique générale sont jointes au budget 2021 du CPAS.

Après lecture du budget de l'exercice 2021 du CPAS, ainsi que de ses annexes dont la note de politique générale, et compte tenu de la situation financière de la Commune, nous vous proposons, Mesdames et Messieurs, d'approuver le budget du Centre public d'Action sociale de St-Josse-ten-Noode pour l'exercice 2021, en tenant compte que la dotation communale pour l'exercice 2021 est fixée au montant de 10.500.000,00 €.

O.C.M.W. van Sint-Joost-ten-Node; begroting voor het dienstjaar 2021, goedkeuring.

Geachte heer, Mevrouw,

Het Overlegcomité Gemeente/OCMW vond plaats op maandag 30 november 2020.

In zitting van 1 december 2020 heeft de Raad van het O.C.M.W. van St-Joost-ten-Node haar begroting goedgekeurd voor 2021.

De verklarende nota en een algemene beleidsnota worden bijgevoegd bij de begroting 2021 van het OCMW.

Na lezing van de begroting van dienstjaar 2021 van het OCMW alsook van haar bijlagen waaronder de algemene beleidsnota, en rekening houdende met de financiële situatie van de Gemeente stellen wij u voor, Dames en Heren, om de begroting goed te keuren van het Openbaar centrum voor Maatschappelijk welzijn van St-Joost-ten-Node voor dienstjaar 2021, rekening houdende met het feit dat de gemeentelijke dotatie voor dienstjaar 2021 wordt vastgesteld op een bedrag van 10.500.000,00 €.

4 annexes / 4 bijlagen

Annexes Budget 2021.pdf, Note Explicative Budget 2021.pdf, Budget 2021.pdf, NPG 2021.pdf

13.01.2021/A/0010 **Plan Particulier d'aménagement du territoire PPA N°16 « Tour IBM » A.R. du 17/10/1974; abrogation totale; adoption définitive.**

Mesdames, Messieurs,

Le PPA 16, dit « Tour IBM» a été adopté en 1974 pour permettre l'édification de la tour actuelle. .

Le PPA de 1974 prévoit expressément l'affectation bureau ou appartements dans la tour et un étage technique sur le toit de celle-ci « et qui ne peut recevoir aucune autre affectation ».

Ce PPA empêche donc la réalisation d'un nouveau projet qui envisagerait de faire plus de mixité dans la tour ou la modification de l'étage en toiture puisqu'on ne peut en aucun cas déroger à l'affectation d'un PPAS.

Le PRAS démographique, en zone administrative permet quant à lui de faire du logement, des établissements hôteliers..... et l'application de la norme régionale permettra plus de souplesse dans la reconversion de l'immeuble.

Etant donné que PPAS est obsolète, qu'il avait été établi « sur mesure » pour l'immeuble actuel et qu'il a donc complètement été réalisé, son maintien n'a plus de sens.

En conséquence, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à émettre l'avis suivant:

Vu le PPA délimité par les rues Botanique, du Chemin de fer, le Jardin Botanique et le square Victoria Régina, adopté par arrêté Royal le 17/10/1974 ;

Considérant que ce PPA concerne une partie du jardin Botanique, site classé par arrêté Royal du 15/05/1964 ainsi qu'un terrain sur lequel est construit l'ancienne Tour dite IBM ;

Vu la décision du conseil communal du 15 janvier 2020 d'adopter provisoirement l'abrogation du PPA n° 16 - Victoria Régina (AR du 17/10/1974)

Vu l'avis préalable de perspective du 9 juin 2020 sur l'opportunité de l'abrogation du PPA 16 Victoria Regina ;

Vu la décision de Bruxelles-Environnement du 28 juillet 2020 qu'un rapport sur les incidences environnementales ne s'avère pas nécessaire ;

Vu la décision du Conseil Communal, au vu des avis émis, de charger le Collège de réaliser les mesures particulières de publicité, intervenue le 14 octobre 2020 ;

Vu l'enquête publique qui a eu lieu du 26/10 au 26/11/20 ;

Considérant que pendant la tenue de l'enquête, les instances (URBAN-urbanisme, URBAN-patrimoine et culture, Bruxelles-Environnement, Bruxelles-Mobilité et

Perspective) ont été consultés ;

Vu l'avis favorable de Perspective en date du 10 novembre 2020;

Considérant que les autres instances n'ont pas remis d'avis dans les 30 jours impartis et que dès lors la procédure peut être continuée;

Vu l'avis favorable unanime de la commission de concertation en date du 11 décembre 2020 ;

Considérant qu'à l'époque, le PPA a été pris « sur mesure » pour pouvoir édifier cet immeuble ;

Considérant que le plan décrit 5 zones d'affectation (voirie, zone de bâtisse, cours et jardins, parc public et zone de recul) ;

Considérant que pour l'affectation « voirie » aucune prescription particulière n'est prévue ;

Considérant que pour la zone de bâtisse, l'affectation est « construction d'un immeuble d'appartements et bureaux ou de bureaux » ;

Considérant que l'affectation actuelle du bâtiment est entièrement bureaux et que celui-ci se situe en zone administrative au PRAS ;

Considérant que le PPA autorise une superficie plancher de 25.000 m² brut et que le dernier permis autorise 25.374 m² en dérogation au PPA en application de la clause de sauvegarde du PRAS ;

Considérant que les affectations décrites au PPA sont très restrictives (bureaux et appartements ; que d'après l'urbanisme régional la notion même d'appartements n'est pas claire et ne permettrait pas une reconversion, en établissement hôtelier, par exemple ;

Considérant que l'abrogation du PPA permettrait d'introduire plus de mixité au sein de la tour, comme l'autorise le PRAS démographique ;

Considérant que le PPA impose un étage technique de 4 m de haut en toiture ;

Considérant que cet étage « ne peut recevoir aucune autre affectation » ;

Considérant que dans le cadre d'une rénovation et avec l'évolution des techniques, il est souhaitable de mettre celles-ci dans les sous-sols ;

Considérant qu'une autre affectation à l'étage technique devrait être possible ;

Considérant qu'une partie du PPA concerne le site classé du Botanique afin de permettre la construction de 2 tréfonds, pour les parkings souterrains pour une surface totale de 9.616 m²) ;

Considérant qu'il était prévu à l'époque une place de parking par 100 m² de bureaux ou 1 emplacement par appartement ;

Considérant que ces chiffres sont en contradiction avec les normes du Cobrace, en zone d'accessibilité A ;

Considérant que les parkings doivent être recouverts par une zone de parc ;

Considérant que cette zone est incluse dans le site classé du jardin Botanique et actuellement gérée par Bruxelles-Environnement ;

Considérant que même le combustible de chauffage est décrit dans le PPA « que le gaz naturel , à l'exclusion de tout autre combustible » ;

Considérant que cette prescription ferme la porte aux avancées technologiques en matière d'énergie ;

Considérant qu'en matière de cours et jardins le PPA décrit simplement la zone ;

Considérant que l'on peut considérer que les objectifs du PPA ont été atteints ;

Considérant que l'ensemble des autres textes réglementaires (RRU et PRAS) encadre suffisamment les modifications éventuelles qui pourraient être apportées à l'immeuble ;

Décide:

D'approuver l'abrogation du PPA n°16 dit « Tour IBM »

Bijzonder plan van aanleg BPA Nr. 16 « IBM- toren » K.B. van 17/10/1974; totale opheffing; definitieve goedkeuring.

Dames en Heren,

Het BPA 16, genaamd « IBM- toren » werd goedgekeurd in 1974 om de bouw van de huidige toren mogelijk te maken.

Het BPA van 1974 voorziet uitdrukkelijk de bestemming van kantoren of appartementen in de toren en een technische verdieping op het dak "en die geen enkele andere bestemming mag krijgen".

Dit BPA verhindert dus de realisatie van een nieuw project dat een meer gemengd gebruik van de toren of de wijziging van de dakverdieping beoogt, aangezien van de bestemming van een BBP in geen geval mag worden afgeweken.

Het demografische GBP, in de administratieve zone, laat toe om woningen en hotels in te richten en de toepassing van de gewestelijke norm zal meer flexibiliteit toelaten bij de reconversie van het gebouw.

Gezien het feit dat het BBP verouderd is, dat het "op maat" was opgesteld voor het huidige gebouw en dat het dus volledig werd gerealiseerd, heeft het behoud ervan geen zin meer.

Daarom nodigen wij u uit, dames en heren, om het volgende advies uit te brengen:

Gelet op het BPA afgebakend door de Kruidtuinstraat, Spoorwegstraat, de Kruidtuin en de Victoria Regina-square, goedgekeurd door het Koninklijk Besluit van 17/10/1974;

Overwegende dat dit BPA betrekking heeft op een deel van de Kruidtuin, een site beschermd door het Koninklijk Besluit van 15/05/1964 alsook op een terrein waarop de oude IBM-toren is gebouwd;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 15 januari 2020 om voorlopig de opheffing goed te keuren van het BBP nr. 16 - Victoria Regina (KB van 17/10/1974)

Gelet op het voorafgaand advies van Perspective van 9 juni 2020 over de mogelijkheid tot opheffing van het BBP 16 Victoria Regina ;

Gelet op de beslissing van Leefmilieu Brussel van 28 juli 2020 dat een milieueffectenrapport niet nodig blijkt ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad, op basis van de uitgebrachte adviezen, om het College te belasten met de uitvoering van de speciale regelen van openbaarmaking, genomen op 14 oktober 2020 ;

Gelet op het openbaar onderzoek dat plaatsvond van 26/10 tot 26/11/20 ;

Overwegende dat tijdens het onderzoek de instanties (URBAN-stedenbouw, URBAN-erfgoed en cultuur, Leefmilieu Brussel, Brussel-Mobiliteit en Perspective) werden geraadpleegd ;

Gelet op het gunstig advies van Perspective op 10 november 2020;

Overwegende dat de andere instanties geen advies hebben uitgebracht binnen de toegestane termijn van 30 dagen en dat de procedure bijgevolg kan worden voortgezet;

Gelet op het unaniem gunstig advies van de overlegcommissie op 11 december 2020 ;

Overwegende dat het BPA destijds "op maat" werd gemaakt om dit gebouw te kunnen oprichten;

Overwegende dat het plan 5 bestemmingszones beschrijft (wegen, bouwzone, binnenplaatsen en tuinen, openbaar park en achteruitbouwstrook);

Overwegende dat er voor de bestemming "wegen" geen bijzondere voorschriften zijn voorzien;

Overwegende dat voor de bouwzone de bestemming "bouw van een kantoor- en appartementsgebouw of van kantoren" is;

Overwegende dat het huidige gebruik van het gebouw volledig voor kantoren bestemd is en dat het zich in een administratieve zone van het GBP bevindt;

Overwegende dat het BPA een vloeroppervlakte van 25.000 m² bruto toestaat en dat de laatste vergunning in afwijking van het BPA 25.374 m² toestaat in toepassing van de vrijwaringsclausule van het GBP ;

Overwegende dat de in het BPA beschreven bestemmingen zeer beperkend zijn (kantoren en appartementen); dat volgens de gewestelijke stedenbouw het begrip "appartementen" op zich niet duidelijk is en een verbouwing tot bijvoorbeeld een hotel niet mogelijk zou maken;

Overwegende dat de opheffing van het BPA het mogelijk zou maken om meer diversiteit binnen de toren te introduceren, zoals toegestaan door het demografische GBP ;

Overwegende dat het BPA een technische verdieping van 4 m hoog op het dak oplegt;

Overwegende dat deze verdieping "geen enkele andere bestemming mag krijgen";

Overwegende dat het in het kader van een renovatie en met de evolutie van de technieken wenselijk is om ze in de kelders te plaatsen;

Overwegende dat een andere bestemming op de technische verdieping mogelijk zou moeten zijn;

Overwegende dat een gedeelte van het BPA betrekking heeft op de beschermde site van de Kruidtuin om de bouw mogelijk te maken van 2 ondergronden, voor de ondergrondse parkeergarages met een totale oppervlakte van 9.616 m² ;

Overwegende dat destijds één parkeerplaats per 100 m² kantoorruimte of één parkeerplaats per appartement was voorzien;

Overwegende dat deze cijfers in strijd zijn met de normen van het Cobrace, in toegankelijkheidszone A;

Overwegende dat de parkings moeten worden overdekt door een parkzone;

Overwegende dat deze zone is opgenomen in de beschermde site van de Kruidtuin en momenteel wordt beheerd door Leefmilieu Brussel ;

Overwegende dat zelfs de verwarmingsbrandstof in het BPA wordt beschreven als "aardgas, met uitsluiting van elke andere brandstof";

Overwegende dat dit voorschrift de deur sluit voor de technologische vooruitgang op het gebied van energie;

Overwegende dat inzake koeren en tuinen, het BPA eenvoudigweg het gebied beschrijft;

Overwegende dat de doelstellingen van het BPA als bereikt kunnen worden beschouwd;

Overwegende dat alle andere regelgevende teksten (GSV en BBP) een voldoende kader bieden voor eventuele wijzigingen aan het gebouw;

Beslist:

Om de opheffing van het BPA nr. 16 genaamd « IBM- toren » goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage
scan dossier complet.pdf*

13.01.2021/A/0011 **Lutte contre le décrochage scolaire ; convention 2021 entre la Commune et Perspective Brussels.**

Le Conseil,

Compte tenu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2020 qui a octroyé à la commune de Saint-Josse-ten-Noode un subside de 251.261 € pour l'année 2021 afin de mener des actions de lutte contre le décrochage scolaire ;

Considérant la nécessité sur base de l'arrêté du 03/12/2020 d'établir une convention avec Perspective Brussels, administration référente pour la gestion de ce financement,

Décide :

D'approuver la convention 2021 entre la Commune et Perspective Brussels, fixant l'octroi et l'utilisation de la subvention de 251.261 € pour l'année 2021.

Strijd tegen schooluitval ; overeenkomst 2021 tussen de Gemeente en Perspective Brussels.

De Raad,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, waarbij, op het 03/12/2020, een subsidie van 251.261 € werd toegekend aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node om acties tegen schooluitval uit te voeren gedurende het jaar 2021 ;

Overwegende de noodzaak, op basis van het besluit van het 03/12/2020, om een overeenkomst op te stellen met Prespective Brussels, referentie-administratie voor het beheer van deze financiering,

Besluit :

Om de overeenkomst 2021 tussen de Gemeente en Perspective Brussels goed te keuren, die het kader voor de toekenning en het gebruik van de subsidie van 251.261 € voor het jaar 2021 vaststelt.

3 annexes / 3 bijlagen

2021 Convention_Saint-Josse_FR.pdf, Arrêté certifié conforme_03122020.pdf,

2021Convention_Saint-Josse_NL.pdf

13.01.2021/A/0012 **Partenariat A.I.S.S.J. asbl - Commune de Saint-Josse-ten-Noode; Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le décret ATL du 3 juillet 2008 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire tel que modifié par le décret du 26 mars 2009 et le décret du 21 décembre 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 tel que modifié ;

Vu les dispositions dérogatoires de l'article 30/1/1 de l'arrêté précité;

Vu la convention de partenariat du 1er janvier 2019 conclue entre l'ASBL AISSJ et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu la convention de partenariat du 3 février 2020 conclue entre l'ASBL AISSJ et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu le courrier de l'ONE du 24 juillet 2020 concernant la situation du dossier subvention AES 2 – 62 F de l'asbl ;

Considérant que ce courrier énonce que depuis le 1er janvier 2020, l'asbl est entrée dans les conditions pour bénéficier du nouveau mode de calcul des subventions de l'ONE ;

Que selon les dispositions de l'arrêté ATL, l'Office octroie à chaque opérateur, le droit à la subvention de type 2 pour une capacité subsidiable qu'il détermine et qui

correspond au nombre de journées de présences subsidiables sur une période d'un an ;
Que sur base des informations transmises par l'asbl à l'ONE, l'inspection comptable de la direction de l'ATL, après analyse, a relevé des éléments importants ne permettant pas encore de régulariser les subventions attendues ;

Que les points problématiques identifiés concernent les rapports annuels de justification des subventions, la comptabilité de l'asbl ainsi que les modalités de partenariat avec la commune ;

Considérant qu'actuellement l'opérateur d'accueil extrascolaire agréé et subsidié par l'ONE est l'asbl ;

Que dans le cadre de la convention de partenariat précitée, la commune prend en charge la majorité des frais relatifs à l'accueil en engageant notamment une grande partie du personnel ;

Que dans l'état actuel de la situation, cette convention ne permet pas de prendre en considération les frais supportés par la commune pour justifier de l'utilisation des subventions AES2 ;

Que ceci a des conséquences très importantes sur la subvention annuelle, qui reste actuellement limitée au montant des frais affectés à l'accueil extrascolaire pris en charge par l'asbl ;

Considérant que ce mode de fonctionnement n'est pas avantageux et risque d'avoir des conséquences sur l'offre d'accueil et la qualité des services ;

Considérant, dès lors, selon l'analyse de l'ONE, trois solutions sont envisageables :

1) L'opérateur agréé et subsidié reste l'asbl.

La subvention annuelle serait de l'ordre de 120.000€ ;

2) Retirer l'organisation de l'accueil extrascolaire à l'asbl pour la confier à la commune qui prendrait en charge tous les frais afférents à l'accueil, ce qui permettrait de justifier la totalité de la subvention. Il faudrait dès lors dissoudre l'asbl.

La subvention serait de l'ordre de 420.000€ ;

3) Un partenariat entre l'asbl et la commune, tel qu'il existe actuellement mais dont la forme serait modifiée afin d'identifier comme opérateur agréé et subventionné le partenariat A.I.S.S.J.asbl - commune de Saint-Josse-ten-Noode. Dans ce cas, aussi bien les frais supportés par l'asbl que par la commune seraient éligibles dans le cadre de la subvention AES2.

La subvention serait de l'ordre de 420.000€.

Considérant que les solutions 2 et 3 nécessiteraient une modification au niveau de l'agrément devant être actée officiellement par la CCA avant d'être transmise à l'ONE et présentée à la Commission d'agrément ;

Qu'aujourd'hui la composition de la CCA de la commune est en cours de validation officielle auprès de l'ONE suite au blocage puis régularisation de la situation de la composition de la composante 1 des représentants de l'autorité communale ;

Vu le courriel du 15 décembre 2020 de la référente ONE agréments informant de la fin de l'analyse de la composition de la CCA de la commune et du courrier en cours de validation ;

Considérant que par son courriel, la référente ONE permet donc à la Commune d'organiser la 1ère réunion CCA sans attendre le courrier de validation ;

Qu'il est donc impératif que la commune mette en place la CCA dans les plus brefs délais afin d'acter son choix et débloquer la situation ;

Considérant que les subsides de l'asbl sont actuellement suspendus en ce qui concerne les avances des trois premiers trimestres 2020 et le solde 2019 ;

Que les enjeux sont d'importance et qu'il appartient au Conseil de statuer rapidement sur la solution à mettre en œuvre ;

Considérant le courrier adressé par l'A.I.S.S.J. asbl en date du 4 janvier 2021 et le

projet de PV du CA 18 décembre 2020 qui y est annexé ;

Décide:

1. de la mise en œuvre de la solution 3 proposée par l'ONE, à savoir un partenariat entre l'asbl et la commune, tel qu'il existe actuellement mais dont la forme serait modifiée afin d'identifier comme opérateur agréé et subventionné le partenariat A.I.S.S.J. asbl - commune de Saint-Josse-ten-Noode. Dans ce cas, aussi bien les frais supportés par l'asbl que par la commune seraient éligibles dans le cadre de la subvention AES2. **La subvention serait de l'ordre de 420.000€.** ;
2. de la mise en place de la CCA de la commune par une 1ère réunion d'installation qui devra avoir lieu dans les plus brefs délais avec notamment pour objet d'acter officiellement la solution de subventionnement adoptée.
3. D'approuver la convention entre la Commune et l'asbl reprise en annexe.
4. D'autoriser le Bourgmestre et le Secrétaire communal à réaliser au nom du Collège communal l'ensemble des actes s'y rapportant.

10 annexes / 10 bijlagen

Convention entre AISSJ et PO 2020 final 3.docx, PV CA du 18-02-20.pdf, Convention entre AISSJ et PO 2019 - Projet ONE final signé.pdf, Convention entre AISSJ et PO 2020 signée.pdf, 62F - Récapitulatif subvention 2019.pdf, Courrier 24-07-20 situation dossier 62F.pdf, A.I.S.S.J. asbl - Compte annuels 2019 signé.pdf, Courrier A.I.S.S.J. asbl du 04-01-21.pdf, Décision de principe du Collège 22-12-20.pdf, Demande de subvention 2019 AES2.pdf

13.01.2021/A/0013 **Convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la commune concernant l'utilisation de la morgue; exercice 2021.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 4 septembre 2017 par laquelle il adopte la convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la Commune concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles ;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler cette convention;

Vu le projet de convention 2021 à un prix forfaitaire (factures de 2020 majorées de la TVA à 6%) ;

Décide :

d'approuver la convention pour l'année 2021 entre le CHU Saint-Pierre sis rue Haute, 322 à 1000 Bruxelles et la Commune de Saint-Josse-ten Noode concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles.

Overeenkomst tussen het Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter en de gemeente betreffende het gebruik van het mortuarium ; dienstjaar 2021.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 4 september 2017 waarbij de Gemeenteraad beslist heeft om de Overeenkomst tussen de Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter en de Gemeente

betreffende het gebruik van het mortuarium voor het dienstjaar 2021 goed te keuren ;

Overwegende dat voorgenoemde overeenkomst dient hernieuwd te worden ;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst voor 2021 voor een forfaitair bedrag (facturen van het jaar 2020 verhoogd met BTW van 6%) ;

Beslist :

Om de overeenkomst voor het jaar 2021 tussen het Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter, gelegen te Hoogstraat 322 te 1000 Brussel en de Gemeente voor het gebruik van het mortuarium teneinde stoffelijke resten te ontvangen, goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Convention (signée par CHU) morgue 2021.pdf

13.01.2021/A/0014 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

5 annexes / 5 bijlagen

Info Conseil - Collège du 22.12.2020.pdf, Info Conseil - Collège 08.12.20.pdf, Info Conseil - Collège 28.12.2020.pdf, Info Conseil - Collège 04.07.2020.pdf, Info Conseil - Collège 15.12.20.pdf

13.01.2021/A/0015 **Bilan à Saint-Josse de la réduction du temps de travail; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage
Bilan réduction temps travail.docx